

Nations Unies
**ASSEMBLEE
GENERALE**

ONZIEME SESSION
Documents officiels



TROISIEME COMMISSION, 756e

SEANCE

**Jeudi 7 février 1957,
à 10 h. 50**

New-York

SOMMAIRE

Point 12 de l'ordre du jour:

Rapport du Conseil économique et social (chap. VI et VII) [suite]

Discussion générale (suite)..... 389

Président: M. Hermod LANNUNG (Danemark).

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social (chap. VI et VII) [A/3154, A/C.3/L.598 à 600] (suite)

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. M. CURRIE (Canada) dit que sa délégation a noté avec intérêt le fait que le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a consacré le discours qu'il a prononcé à la 754ème séance au développement communautaire. La manière constructive et louable dont il a abordé cette question encouragera les délégations, en particulier celles des nouveaux Membres de l'Organisation des Nations Unies et des pays sous-développés, à exposer leurs vues sur la question, ce qui donnera lieu à un échange utile d'informations et d'expériences. Il est regrettable que le peu de temps dont dispose encore la Commission ne permette pas aux délégations de réunir leurs données. Néanmoins, la discussion sera utile au Secrétaire général pour la rédaction du rapport qu'il doit soumettre au Conseil économique et social conformément à la résolution 627 (XXII) du Conseil. Comme ce rapport doit contenir des recommandations concernant l'action concertée à long terme sur le plan international en vue de favoriser le développement communautaire, on peut s'attendre à des débats fructueux sur ce sujet au cours de la vingt-quatrième session du Conseil.

2. Dans ces conditions, il ne conviendrait guère que l'Assemblée générale énumère en détail, dès maintenant, les éléments sur lesquels elle aimerait que le Conseil insiste tout particulièrement dans l'élaboration de son programme à long terme. La Troisième Commission ne dispose pas du rapport et des recommandations du Secrétaire général, et elle n'a pas suffisamment de temps pour étudier ce sujet, important et complexe, comme il faudrait le faire. Elle risquerait même, en insistant sur des besoins dont elle n'a pu encore évaluer l'importance, de donner, dans sa recommandation au Conseil, trop de place à certains aspects de la question et de ne pas en mentionner d'autres. Dans le paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution des six puissances (A/C.3/L.599), par exemple, il n'est pas question de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, coopération qui est pourtant de la plus haute importance dans tout programme international de

développement communautaire. Quelques échanges de vues seraient utiles au Secrétaire général, mais il ne serait pas judicieux de restreindre la liberté d'action du Conseil par des directives précises. Le représentant du Canada n'est pas convaincu, puisque le Conseil est déjà saisi de la question, qu'il soit nécessaire d'adopter une résolution, mais, si la Commission en adopte une cependant, il faudrait qu'elle se présente plutôt sous la forme d'une recommandation au Secrétaire général. M. Currie aimerait savoir ce que les auteurs du projet de résolution des six puissances entendent par les mots "soit individuellement, soit par groupes régionaux", qui figurent au paragraphe 5 du dispositif de ce texte.

3. M. Currie regrette que le représentant de l'Afghanistan ait jugé bon de soulever, à la 754ème séance, la question du désir de son pays d'être autorisé à produire de l'opium pour l'exportation. Le Canada a été l'un des auteurs de la résolution du Conseil [résolution 626 G (XXII)] aux termes de laquelle la question a été renvoyée à la Commission des stupéfiants. La délégation canadienne a adopté cette attitude parce qu'elle s'était rendu compte, au cours des débats, que de nombreuses délégations montraient peu d'empressement à appuyer la recommandation de la Commission des stupéfiants tendant à ce que l'autorisation demandée par l'Afghanistan lui soit accordée. Le Conseil a adopté à l'unanimité une résolution [résolution 626 E (XXII)] dans laquelle il invitait les divers services d'assistance technique à aider l'Iran dans l'application de sa politique visant à interdire la production de l'opium; il aurait donc semblé illogique qu'il adopte une autre résolution autorisant cette production dans un pays voisin. En outre, les résultats du vote qui a eu lieu à la Commission des stupéfiants sur la recommandation concernant l'Afghanistan ont été peu concluants: sur les 15 membres de la Commission, 6 seulement ont voté en faveur de la résolution, et 3 ont voté contre. C'est à l'unanimité que le Conseil a décidé de renvoyer la question à la Commission des stupéfiants; il ne conviendrait donc pas que l'Assemblée générale prenne une nouvelle décision sans attendre que la Commission des stupéfiants et le Conseil aient reconsidéré la question.

4. M. PAZHWAK (Afghanistan), répondant au représentant du Canada, dit que l'Afghanistan a interdit la culture du pavot à opium il y a 11 ans et que seules des difficultés économiques et sociales imprévues l'ont amené à examiner à nouveau cette décision. Sa demande concernant l'autorisation de produire de l'opium pour l'exportation s'appuie sur le principe en vertu duquel tout pays a le droit d'exporter ses produits. L'Afghanistan a été un exportateur d'opium pendant des siècles et sa demande a été approuvée par la Commission des stupéfiants.

5. M. Pazhwak ne peut partager l'avis du représentant du Canada, selon lequel il serait illogique de la part du Conseil économique et social d'autoriser l'Afgha-

nistan à exporter de l'opium alors qu'il a interdit à l'Iran de le faire. En effet, les conditions économiques et sociales ne sont pas du tout les mêmes dans les deux pays — en particulier il n'y a pas de toxicomanes en Afghanistan — et ce manque d'analogie appelle des mesures différentes. Le Conseil économique et social a le devoir de juger de la situation qui existe dans chaque pays d'après les faits, et d'aider les divers pays en tenant compte de leurs besoins. C'est seulement s'il manquait à tenir compte de la demande de l'Afghanistan après avoir donné satisfaction à l'Iran qu'il pourrait être taxé d'inconséquence.

6. Rien ne saurait empêcher l'Afghanistan de produire et d'exporter de l'opium; mais il désire le faire en conformité avec la réglementation internationale en vigueur. L'empêcher de souscrire à cette réglementation et de participer au contrôle international des stupéfiants ne serait certes pas contribuer à réduire le danger du trafic illicite.

7. Le représentant du Canada a aussi attiré l'attention de la Troisième Commission sur les résultats du vote qui a eu lieu à la Commission des stupéfiants. Lorsque le premier et le plus important des paragraphes de la résolution de la Commission des stupéfiants, celui qui reconnaissait le bien-fondé de la demande de l'Afghanistan, a été mis aux voix, il y a eu, en fait, 6 voix pour et seulement 2 voix contre: celles du Canada et de l'Iran. Parmi les six pays qui se sont abstenus, certains considéraient favorablement la demande de l'Afghanistan et ne s'étaient abstenus que parce qu'ils estimaient que les mesures envisagées étaient inadéquates; on peut dire, par conséquent, que la décision de la Commission des stupéfiants représente réellement l'opinion de la majorité de ses membres et qu'elle devrait être maintenue.

8. M. Pazhwak prie instamment la Troisième Commission de tenir compte des difficultés auxquelles son pays doit faire face, et d'examiner sa demande avec impartialité et en toute objectivité.

9. M. DELHAYE (Belgique) rappelle qu'à la dixième session de l'Assemblée générale, la délégation belge avait été heureuse de constater que le Conseil économique et social avait réussi à réaliser un équilibre entre ses activités économiques et ses activités sociales¹. Elle se réjouit de voir que cet équilibre se maintient.

10. Le rapport sur la situation sociale dans le monde, qui doit être soumis au Conseil lors de sa vingt-quatrième session, sera assurément un document fort utile, car il permettra, en particulier, de comparer les conditions sociales existant dans les diverses parties du monde ainsi que les différentes méthodes appliquées en la matière. Comme la délégation belge l'a déclaré lors de la précédente session de l'Assemblée générale¹, le Conseil risquait, d'une part, de trop entreprendre et, d'autre part, d'empiéter sur le domaine des institutions spécialisées. Il est satisfaisant de constater qu'il a eu conscience de ce risque et qu'il a pris les mesures nécessaires pour l'éviter, notamment en se maintenant en contact avec les institutions spécialisées. Il faut faire état, à ce propos, de la coopération entre les divers organismes intéressés à la mise en œuvre du programme d'action pratique concertée dans le domaine social. De telles méthodes, appliquées à l'égard de projets dont tout le monde reconnaît l'utilité, ne laissent pas subsister certains doutes qui ont été exprimés con-

cernant les travaux de l'Organisation des Nations Unies.

11. Le représentant de l'Afghanistan a rappelé la position de son pays en tant que producteur et exportateur d'opium et a décrit les conditions économiques qui servent de données au problème qui se pose. Le Gouvernement belge est en faveur de l'accession de l'Afghanistan parmi les Etats mentionnés au paragraphe 2, a, de l'article 6 du Protocole du 23 juin 1953 sur l'opium (E/NT/8)² et de l'inclusion, par la suite, du nom de ce pays dans les dispositions pertinentes à insérer dans la convention unique sur les stupéfiants.

12. Le représentant de la Belgique se réjouit de lire, au paragraphe 506 du rapport du Conseil, que celui-ci estime que le programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme sera nécessairement modeste au début. Cela ne doit pourtant pas empêcher les gouvernements et l'Organisation des Nations Unies de définir clairement leurs programmes. C'est à cette fin que le Conseil, dans sa résolution 605 (XXI), a prié le Secrétaire général de déterminer, après avoir consulté les institutions spécialisées compétentes, les domaines ou genres d'activité relatifs aux droits de l'homme dans lesquels les pays peuvent demander l'assistance de l'Organisation des Nations Unies conformément à la résolution 926 (X) de l'Assemblée générale. La question a été soulevée de nouveau à la vingt-deuxième session du Conseil, lorsque quelques représentants ont fait observer que le cycle d'études du personnel d'information qui se tenait alors à Genève dépassait le cadre des services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme. Il devint alors évident que le programme n'avait pas encore été défini de façon suffisamment claire. Quoi qu'il en soit, la Belgique serait heureuse de contribuer à la mise en œuvre du programme de services consultatifs en offrant des bourses d'études, en fournissant des experts et en aidant à organiser des réunions.

13. Mme ELLIOT (Royaume-Uni), accueillant avec satisfaction la déclaration de M. de Seynes relative au développement communautaire, dit qu'il n'y a pas de formule infaillible pour créer d'heureuses collectivités. Les nations ont fait maintes expériences et ont essayé de nombreuses méthodes, et elles peuvent s'aider mutuellement en échangeant leurs vues sur la question. Au Royaume-Uni, les premiers services sociaux ont été créés par les Eglises et les *settlements* des universités. Aujourd'hui, le Royaume-Uni possède un vaste réseau de services sociaux qui, de l'âge de la *nursery school* à la vieillesse, protègent tous les habitants, et ces services se développent de la même façon dans d'autres pays du Commonwealth britannique. Les conditions qui règnent au Royaume-Uni sont naturellement très différentes de celles qui existent dans les territoires d'outre-mer. Le Royaume-Uni est en effet un pays peu étendu, très peuplé et très urbanisé, alors que dans les territoires d'outre-mer le développement porte surtout sur les régions rurales. Toutefois, les besoins des petites collectivités urbaines d'outre-mer deviendront par la suite — il ne s'agit que d'une question de temps — analogues à ceux des collectivités de la métropole.

14. Depuis de nombreuses années, le Royaume-Uni envoie dans les pays du Commonwealth des travailleurs sociaux qualifiés, et de nombreux stagiaires venant de ces pays sont formés dans les universités du Royaume-Uni. Trois universités ont été récemment créées en

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, dixième session, Troisième Commission*, 680ème séance.

² Publication des Nations Unies, numéro de vente: 1953.XI.6.

Afrique occidentale. L'une d'elles comporte déjà un département d'études sociales. On crée actuellement des départements analogues dans l'*University College* de Malaisie et l'Université de Hong-kong, afin que les stagiaires ne soient plus obligés de se rendre au Royaume-Uni pour y recevoir une formation en matière de service social.

15. Des mesures intéressantes ont été également prises en ce qui concerne l'administration des territoires dépendants. La Côte-de-l'Or possède maintenant un Département de la protection sociale et du développement communautaire, qui est placé sous l'autorité du Ministère de l'éducation et de la protection sociale et qui s'occupe de l'aménagement des collectivités dans les régions rurales et dans les régions urbaines. L'ancien Département de la protection sociale dans l'Ouganda a été réorganisé et a pris maintenant le nom de Département du développement communautaire. A la Jamaïque, le Ministère de l'éducation et de la protection sociale est chargé de coordonner les activités de la Commission de la protection sociale et, à Singapour et à Hong-kong, des comités consultatifs de la protection sociale appliquent la politique d'action sociale. Au Royaume-Uni, le Secrétaire d'Etat pour les colonies est assisté d'un comité consultatif spécial pour la création de services sociaux dans les territoires dépendants, qui conseille le gouvernement sur les méthodes à suivre dans la mise en œuvre de nouveaux projets dans le domaine du développement communautaire. Il existe dans les pays du Commonwealth de nombreuses institutions privées qui datent de l'époque où ces pays ont commencé à s'organiser. Elles exercent leurs activités à la fois dans les régions rurales et dans les régions urbaines, en étroite collaboration avec les organismes gouvernementaux.

16. Aucune collectivité ne peut prospérer si les femmes n'y jouent pas un rôle important. L'éducation et la formation dans le domaine de la protection de l'enfance et de l'hygiène progressent dans tous les territoires. En outre, l'organisation des loisirs est étendue dans les régions sous-développées. Dans l'Ouganda, par exemple, on a créé 60 clubs féminins qui appliquent des programmes simples en matière d'arts ménagers, de puériculture et d'instruction rudimentaire. Dans les Antilles britanniques, il existe de nombreuses organisations féminines bénévoles qui s'occupent de différents aspects de l'action de groupe. Au Kenya et en Malaisie, des organisations créées sur le modèle des associations rurales féminines ont obtenu d'excellents résultats dans des régions très étendues, où la population est clairsemée. Le Colonial Office a institué un sous-comité spécial pour le conseiller en matière d'activités féminines.

17. Ces efforts ne tendent pas tant à enseigner aux populations un certain mode de vie qu'à leur donner le sens de leur responsabilité civique au sein de leurs collectivités respectives. Les activités bénévoles sont la clef de l'œuvre entreprise dans les régions intéressées. La demande existe. Ce qui manque, ce sont des personnes qualifiées en nombre suffisant pour mettre en train des projets et en confier ensuite l'exécution aux travailleurs locaux. Le fait que le Conseil économique et social ait décidé, dans la conjoncture actuelle, d'encourager le développement des activités dans le domaine du développement communautaire et de la formation des travailleurs sociaux est hautement significatif. Cependant, il est nécessaire de continuer à avoir des conceptions très larges. Chaque pays peut profiter de l'expérience des autres, et les conditions dans les-

quelles s'exercent les activités sociales changent rapidement. En outre, un projet de développement communautaire, si bien préparé qu'il soit, peut échouer complètement si l'on en confie l'exécution à des travailleurs sociaux peu qualifiés.

18. En ce qui concerne le projet de résolution des six pays (A/C.3/L.599), la représentante du Royaume-Uni fait observer que ce texte ayant surtout pour objet le développement communautaire, il serait préférable que son titre corresponde à cet objet plutôt qu'au sujet beaucoup plus vaste du programme d'action pratique concertée dans le domaine social. D'autre part, le paragraphe 4 du dispositif semble confondre le domaine limité quoique important et le domaine plus vaste; une grande partie de son contenu paraît viser surtout le développement communautaire; de ce point de vue, il faudrait, en particulier, examiner les alinéas *b* et *c* de manière plus approfondie.

19. Se référant à la section VII du chapitre VII du rapport du Conseil, Mme Elliot rappelle que son gouvernement a toujours approuvé la conclusion d'une convention supplémentaire sur l'esclavage. Le Royaume-Uni a l'intention de ratifier la convention dès qu'il sera en possession d'exemplaires certifiés de cet instrument. Le Gouvernement britannique est heureux de constater que plus de 30 pays ont déjà signé la convention et il espère que d'autres le feront bientôt. La convention supplémentaire est un additif nécessaire à la Convention de 1926 et ses buts sont purement humanitaires. Le Gouvernement du Royaume-Uni a consulté les gouvernements des territoires d'outre-mer dont il assure l'administration, conformément à la clause territoriale, et plusieurs de ces gouvernements ont déjà consenti à appliquer la convention sur leur territoire. Elle s'y appliquera donc quand le Gouvernement du Royaume-Uni l'aura ratifiée.

20. Pour conclure, la représentante du Royaume-Uni s'associe aux représentants qui ont déploré le fait que la Commission disposait de si peu de temps pour examiner l'importante question actuellement en discussion. Elle espère qu'à l'avenir cet examen ne sera pas reporté à la fin de la session, où il risque d'être éclipsé par les autres travaux de la Commission et où des résolutions d'une grande portée peuvent être adoptées sans avoir reçu toute l'attention qu'elles méritent.

21. M. MAHEU (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture), en réponse à la demande formulée par le représentant de la France (755ème séance) à propos du projet de résolution de la Tchécoslovaquie (A/C.3/L.598), fait observer que la coopération internationale dans les domaines de la culture et de la science est l'un des principaux objectifs de l'UNESCO, comme le stipule l'article premier de la Constitution de cette organisation. En fait, un grand nombre des résolutions adoptées à la neuvième session de la Conférence générale de l'UNESCO — qui s'est tenue à New-Delhi, à la fin de 1956 — ainsi qu'à des conférences antérieures ont expressément pour objet de développer cette coopération internationale. Si le projet de résolution de la Tchécoslovaquie vise la coopération internationale au sens le plus large du terme, l'UNESCO est pleinement consciente des responsabilités qui lui incombent à cet égard et elle s'attache très activement à s'en acquitter. Si, dans l'esprit de son auteur, ce texte intéresse le domaine des rapports bilatéraux et multilatéraux, les résolutions 7.21 et 7.53 témoignent de l'intérêt que l'UNESCO porte à cette question. La résolution 7.21 invite les Etats membres à améliorer la coordination, sur le plan national, entre,

d'une part, les services gouvernementaux chargés des relations avec l'UNESCO et la Commission nationale pour l'UNESCO et, d'autre part, les services nationaux chargés des relations culturelles bilatérales et multilatérales, ainsi qu'à améliorer et développer la liaison et la collaboration avec l'UNESCO des services nationaux de relations culturelles. De plus, aux termes de la résolution 7.22, le Directeur général est autorisé à favoriser le développement des relations culturelles dans le monde par divers moyens, notamment en recueillant et en publiant les textes des accords culturels bilatéraux et multilatéraux, en diffusant des renseignements et en offrant des services d'assistance technique. Ces deux résolutions, de même que la résolution 4.81 et maintes autres, traitent au fond du même sujet que le projet de résolution de la Tchécoslovaquie, et montrent que l'UNESCO considère la coopération internationale comme l'essence même de son activité.

22. A propos de la déclaration faite par le représentant de la Grèce au cours de la précédente séance, M. Maheu déclare que la délégation grecque ne doit avoir aucune appréhension en ce qui concerne le projet majeur adopté à la dernière session de la conférence générale et intitulé "Appréciation mutuelle des valeurs culturelles de l'Orient et de l'Occident". Les mots "Orient" et "Occident" ont été définis comme désignant respectivement, et d'une manière très générale, les nations situées au sud-est de la Méditerranée et au nord-ouest de cette dernière; mais il existe des pays qui peuvent être rangés à la fois dans l'un et dans l'autre groupe, et qui servent de pont entre l'Orient et l'Occident. Le but du programme n'est pas de faire apparaître les différences et, ce faisant, de creuser un fossé entre les cultures orientale et occidentale, mais au contraire de favoriser la compréhension entre les peuples ainsi que la connaissance et l'appréciation par chacun de la civilisation des autres. Les grandes lignes du programme, dont l'exécution doit porter sur une période de 10 années, sont indiquées dans la résolution 4.81.

23. Le Conseil économique et social est tenu régulièrement au courant des travaux effectués par l'UNESCO grâce au rapport que l'Organisation lui présente chaque année sur ses activités. Le Directeur général est prêt à soumettre un rapport supplémentaire, par l'intermédiaire du Secrétaire général, si le Conseil le désire. Toutefois, dans ce cas, il souhaiterait connaître les points particuliers sur lesquels l'UNESCO serait invitée à fournir des renseignements supplémentaires et notamment s'il s'agit, pour l'Assemblée générale, d'être mieux informée sur la coordination des activités de l'UNESCO, en tant qu'organisation principalement intéressée, avec celles des autres institutions spécialisées.

24. M. DIAZ CASANUEVA (Chili) invite la Commission à approuver le projet de résolution commun (A/C.3/L.599), dont le Chili est l'un des auteurs. L'adoption de ce texte inciterait davantage le Conseil économique et social et les divers gouvernements à entreprendre des programmes nationaux de développement communautaire. On ne saurait surestimer l'importance de ces programmes; les projets pilotes que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ont mis en œuvre dans les pays d'Amérique latine ont pour la plupart fort bien réussi et ils ont fourni de précieux enseignements pour l'avenir. Le projet de résolution considéré souligne l'importance qu'il y a à intégrer les mesures sociales et économiques, de procéder à des recherches adéquates et de coordonner les efforts nationaux et internationaux en matière

de programmes de développement communautaire. Cette méthode assurera la concentration des efforts et produira le maximum de résultats, et les Etats devraient l'appuyer pour des raisons pratiques.

25. Bien que les efforts déployés par les pays sous-développés pour s'industrialiser aient eu pour résultat un mouvement de population vers les villes, tous ces pays possèdent des collectivités rurales qui demeurent à l'écart des grands courants du progrès et dont l'existence se poursuit dans des conditions primitives. Aucun Etat ne saurait être pleinement intégré tant qu'il n'a pas réussi à élever le niveau de vie de sa population rurale; en conséquence, les gouvernements des pays sous-développés s'intéressent beaucoup à la question du développement communautaire.

26. En réponse au représentant du Canada, M. Díaz Casanueva indique qu'au paragraphe 5 du projet de résolution commun les mots "par groupes régionaux" visent la collaboration entre pays d'une même région qui connaissent les mêmes problèmes et qui acceptent d'unir leurs efforts en vue d'atteindre des objectifs communs. L'école organisée par l'UNESCO au Mexique, et qui assure la formation de travailleurs sociaux venus de tous les pays de l'Amérique latine, le plan de Chillán et le plan relatif aux Indiens des Andes sont précisément des exemples d'une heureuse collaboration de ce genre. Les tâches entreprises à l'échelle régionale sont généralement mieux coordonnées et plus économiques que des projets isolés dans un certain nombre de pays.

27. Mlle BERNARDINO (République Dominicaine) déplore, étant donné que le rapport du Conseil économique et social est l'un des points les plus importants de l'ordre du jour de la Commission, que l'on ait pris l'habitude de placer son examen à la fin de la session, alors que le temps dont dispose la Commission est compté; elle souhaite donc que ce rapport reçoive, à la session suivante, une priorité suffisante pour en permettre une discussion approfondie.

28. La représentante de la République Dominicaine félicite le Sous-Secrétaire de sa déclaration remarquable (754ème séance), en particulier pour ce qui est du développement communautaire. C'est avec satisfaction qu'elle constate la priorité élevée qu'a reçue le programme d'action pratique concertée de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans le domaine social, puisque la solution internationale des problèmes sociaux est l'un des buts fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies.

29. La République Dominicaine a entrepris un vaste plan de développement communautaire comportant des programmes d'amélioration du logement et des collectivités, de protection sociale et de relèvement. Des progrès considérables ont également été réalisés en matière d'enseignement et de culture. Une campagne nationale tendant à faire disparaître l'analphabétisme en l'espace de cinq ans est actuellement en cours; elle intéresse non seulement les adultes, mais aussi les enfants qui ne peuvent fréquenter l'école, et de ce fait le nombre des personnes sachant lire et écrire a augmenté de 16,6 pour 100. On a prévu l'ouverture, à cet effet, de plus de 3.600 écoles d'urgence et 22.000 centres d'alphabétisation pour adultes. Ce n'est là qu'une partie du vaste plan d'action sociale entrepris par le Gouvernement de la République Dominicaine, qui a demandé l'aide de l'Organisation des Nations Unies pour la planification et le développement de programmes sociaux. En réponse à cette demande, le Département des af-

faïres sociales a envoyé récemment un expert en République Dominicaine et Mlle Bernardino espère que d'autres suivront. Elle exprime à l'Organisation la gratitude de son gouvernement pour cette coopération précieuse. Mlle Bernardino espère que l'Organisation des Nations Unies continuera à développer son action inestimable dans le domaine social, en particulier en ce qui concerne les pays sous-développés.

30. Mlle Bernardino comprend parfaitement que l'Afghanistan souhaite être autorisé à produire et à exporter de l'opium, sous réserve de la réglementation internationale, ainsi que les raisons économiques qui motivent sa demande; elle espère donc que cette question recevra une solution favorable à l'Afghanistan.

31. Mme QUAN (Guatemala), en réponse à la demande formulée par le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales (754ème séance), expose l'expérience de son pays touchant les programmes de développement communautaire. Certains de ces programmes ont d'abord été entrepris à une fin limitée et, cette fin une fois atteinte, ils ont visé des objectifs plus vastes; c'est ainsi que le programme d'alphabétisation s'est transformé en un programme de développement rural en matière sociale et d'éducation. Les facteurs décisifs à cet égard ont été la création d'une école de service social et du Conseil national de planification économique et sociale. L'école qui s'est ouverte en 1948 avec l'aide de l'Organisation des Nations Unies a permis de fournir le personnel nécessaire; de plus, comme il arrive toujours dans le cas de ces établissements, elle a suscité un large intérêt à l'égard des questions sociales et servi de laboratoire pour diverses méthodes et techniques, notamment en matière de développement communautaire. C'est pourquoi Mme Quan estime que la création de telles écoles est un élément essentiel de tout programme à long terme d'action sociale sur le plan international. Les écoles nationales qui existent déjà en Amérique centrale et dans la région des Caraïbes ne sont pas en mesure de former le genre de travailleurs sociaux et d'auxiliaires nécessaires au développement communautaire; il convient de créer à cet effet des écoles supérieures régionales de service social. On envisage de choisir la meilleure école nationale de la région et d'en faire, avec l'aide de l'Organisation des Nations Unies, une école supérieure de ce genre, capable de faire face aux besoins de la région. L'expérience a montré que l'existence d'un tel établissement a partout été suivie de progrès sociaux rapides.

32. Le Conseil national guatémalien de planification économique et sociale a étudié les besoins les plus urgents du pays, fixé les priorités à donner aux divers programmes et coordonné les travaux des différents organes publics et privés qui les ont mis en œuvre, rendant ainsi possible une action énergique et intégrée en vue d'atteindre les objectifs sociaux du pays. De plus, le Conseil national a traduit pour les experts de l'Assistance technique les besoins et les désirs du pays, assurant ainsi l'application d'un principe fondamental du programme d'assistance technique selon lequel les vœux des personnes directement intéressées doivent être respectés. Un autre principe qu'il convient toujours d'observer en matière de collaboration internationale est que les changements sociaux doivent constituer une évolution, et non une révolution, et qu'il faut qu'ils ne soient ni si rapides ni si radicaux que la culture indigène risque de disparaître. D'autres principes fondamentaux figurent encore dans le projet de résolution commun (A/C.3/L.599), dont la délégation du Guatemala est l'un des auteurs.

33. Dans la plupart des pays sous-développés, il existe un réservoir presque intact de main-d'œuvre féminine, que l'on peut utiliser en créant des industries à domicile qui permettent aux femmes d'accroître le revenu familial tout en participant à la vie économique nationale. Mme Quan espère que l'on tiendra compte de cette idée lors de l'élaboration des programmes de développement communautaire. Le Guatemala entreprend actuellement un projet de ce genre, en s'appliquant à prévenir toute exploitation des travailleuses et à faire en sorte que les industries encouragées offrent un intérêt pour le pays.

34. M. ARDALAN (Iran) indique qu'en raison du mandat de la Troisième Commission il se bornera à commenter la demande de l'Afghanistan du point de vue social plutôt que du point de vue économique. Le Gouvernement iranien a pris la décision d'interdire la production d'opium dans l'intérêt de la collectivité mondiale; de même, malgré les liens étroits qui existent entre l'Iran et l'Afghanistan, M. Ardalan considère qu'il doit aborder la question du point de vue de l'intérêt du plus grand nombre.

35. La question a été étudiée par la Commission des stupéfiants, le Comité central permanent de l'opium et le Conseil économique et social, qui sont les autorités compétentes en la matière. Si la Troisième Commission suit sa procédure ordinaire, qui consiste à approuver la résolution du Conseil, la délégation afghane sera à même d'exposer tous les faits devant celui-ci. Toutefois, si la Troisième Commission décide d'examiner le fond de la question, la délégation iranienne présentera sa thèse de façon détaillée, puis s'en remettra à la décision impartiale de la Troisième Commission.

36. M. CHAUDHURI (Pakistan) dit qu'il est regrettable que la délégation afghane n'ait pas compris la position du Gouvernement du Pakistan en ce qui concerne le problème de la production d'opium en Afghanistan. Le point essentiel, c'est qu'aux termes du Protocole de 1953 le Pakistan s'est engagé à interdire sur son territoire la consommation de l'opium à des fins quasi médicales pendant une période de 15 ans. Des mesures ont également été prises en vue de réduire la consommation d'autres produits qui présentent un danger pour la santé publique et l'économie nationale. Si l'Afghanistan est autorisé à produire de l'opium pour l'exportation, il est à craindre que d'importantes quantités ne soient introduites en contrebande dans les pays voisins avec lesquels l'Afghanistan a conclu des accords spéciaux pour le transit des marchandises; au nombre de ces pays se trouve le Pakistan, qui a une longue frontière commune avec l'Afghanistan et qui tient à protéger sa population et celle des autres pays contre l'habitude démoralisante de manger de l'opium. En tout cas, le Pakistan ne considère pas que l'Afghanistan ait été un exportateur licite d'opium; il n'y a pas eu d'exportations licites de l'Afghanistan vers le Pakistan.

37. M. Chaudhuri regrette que le représentant de l'Afghanistan ait laissé entendre que le Pakistan cherchait à porter atteinte à ce pays en lui imposant un blocus économique. Les relations politiques entre les deux pays se sont considérablement améliorées au cours des derniers mois. Le transit des marchandises à travers le Pakistan s'est poursuivi sans difficulté, et à cet égard il n'existe aucune formalité douanière ni aucune autre restriction qui puisse permettre à l'Afghanistan de lier telle ou telle plainte à la question de la production de l'opium. En fait, dans le domaine du commerce extérieur, le Pakistan a fait preuve de sympathie et de

considération à l'égard de l'Afghanistan; il espère qu'il pourra conserver cette attitude, qui favorise l'établissement de bonnes relations. Le commerce licite entre les deux pays est très prospère, et aucune taxe n'est perçue sur les marchandises afghanes qui traversent le territoire du Pakistan en transit. Cependant, le Pakistan ne peut approuver aucune mesure qui aurait pour effet d'aggraver le problème que pose un vice condamné par la loi; il vaudrait mieux, pour la population de l'Afghanistan et pour celle du monde entier, que la culture du pavot à opium soit de plus en plus restreinte. En particulier, elle devrait, si possible, être abolie dans tous les pays musulmans, sauf à des fins médicales.

38. M. PAZHWAQ (Afghanistan) déplore la pratique qui consiste à discuter des différends qui peuvent exister entre deux pays au cours d'un débat sur des questions générales qui intéressent la Commission dans son ensemble. Il s'abstiendra donc d'insister sur les questions qui ne concernent que son propre pays et le Pakistan. Cependant, M. Pazhwak a cru comprendre que si le Pakistan faisait obstacle à la demande de l'Afghanistan, ce n'était pas en raison d'une politique générale de pression économique contre ce pays, mais parce qu'il craignait le trafic illicite de l'opium. En outre, le représentant du Pakistan a affirmé que les relations entre les deux pays s'étaient améliorées au cours des derniers mois. Or, c'est de l'opposition manifestée par le Pakistan à une date bien antérieure que M. Pazhwak a fait mention dans sa déclaration (745^{ème} séance); en tout cas, les véritables différends économiques et politiques entre le Pakistan et l'Afghanistan ont été discutés à la Deuxième Commission.

39. Le représentant de l'Afghanistan ne soulève pas la question des différends relatifs aux frontières entre les deux pays, mais, de toute façon, il semble inéquitable de fonder des arguments allant à l'encontre de la demande de l'Afghanistan sur l'existence de frontières communes. Le Pakistan a une frontière commune beaucoup plus longue avec l'Inde qu'avec l'Afghanistan et l'Inde est autorisée à produire et à exporter de l'opium.

Il est vrai que tous les pays se préoccupent de la question du trafic illicite de l'opium; mais ce n'est pas en empêchant un pays d'adhérer au système de contrôle international que l'on parviendra à éliminer le trafic illicite; au contraire, la meilleure façon d'atteindre ce but serait que tous les pays soient compris dans le cadre des engagements internationaux. L'Afghanistan, pour sa part, est prêt à se conformer pleinement à ceux-ci.

40. Le représentant de l'Iran s'est fondé, lui aussi, sur l'existence de frontières communes entre son pays et l'Afghanistan. Mais l'Iran a également une frontière commune avec la Turquie, laquelle est un pays exportateur d'opium. Le représentant de l'Iran aurait, bien entendu, le droit de présenter tous ses arguments devant la Troisième Commission si la question était discutée; M. Pazhwak espère cependant que sa délégation pourra aboutir à un accord avec celle de l'Iran avant que la chose ne soit nécessaire. A son avis, on ne peut demander à un petit pays de souscrire à des arguments fondés sur le fait qu'il s'agit du bien du plus grand nombre; certes, il convient de prendre en considération l'intérêt de l'humanité dans son ensemble, mais les intérêts et les droits nationaux ne peuvent être examinés en fonction de critères mathématiques. Il est également difficile d'admettre que, si certaines mesures sont prises par un pays, ses voisins doivent agir de même. D'après cet argument, le Gouvernement afghan aurait le droit de demander à l'Union soviétique de ne pas produire de vodka, boisson qui est interdite en Afghanistan.

41. La situation semble très claire. La délégation afghane a exposé son cas à la Troisième Commission pour que cette dernière l'étudie avec impartialité. Elle serait surprise si un organe des Nations Unies excluait l'Afghanistan du domaine des obligations internationales, alors qu'il n'y a aucune raison légale d'empêcher ce pays de produire de l'opium. Le meilleur moyen d'éliminer le trafic illicite serait de comprendre le plus grand nombre de pays possible dans le cadre des réglementations internationales existantes.

La séance est levée à 12 h. 55.